KAMP, Hermann, *Friedensstifter und Vermittler im Mittelalter*

Pierre Monnet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1253>

DOI : 10.4000/ifha.1253

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Pierre Monnet, « KAMP, Hermann, *Friedensstifter und Vermittler im Mittelalter* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2001, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1253> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1253>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

KAMP, Hermann, *Friedensstifter und Vermittler im Mittelalter*

Pierre Monnet

- 1 Pour bien saisir le propos de l'ouvrage de H.K., il convient sans doute de préciser en premier lieu au sein de quelle collection il paraît. Dirigée par Gerd Althoff, patron de l'habilitation dont le présent livre est issu et auteur de *Spielregeln der Politik im Mittelalter. Kommunikation in Frieden und Fehde* (1997), Barbara Stollberg-Rilinger et Horst Wenzel, la collection intitulée « Symbolische Kommunikation in der Vormoderne » s'intéresse aux modalités et aux effets de la communication symbolique dans les sociétés anciennes : gestes et attitudes, rites, symboles, communication non-écrite..., examinés comme autant de signes dans une « culture de la performativité » de longue durée.
- 2 Inscrite dans ce cadre, l'étude de H.K. se penche sur les processus d'institutionnalisation des négociateurs, médiateurs et faiseurs de paix depuis les premiers signes tangibles de leur apparition au VIIe s. jusqu'à la fin du Moyen Âge, c'est-à-dire dans une époque que l'on peut globalement qualifier de pré-étatique. La question du règlement des conflits, de l'extinction des affronts et des inimitiés dans le respect de l'honneur de chaque partie est constamment posée par l'auteur à un double niveau : celui des personnes et celui des moyens. Ainsi l'histoire des institutions et des faits politiques s'enrichit-elle d'un personnage et d'une dimension jusqu'alors négligés, ceux de l'intermédiaire et de la conciliation. Le premier piège dans lequel ne tombe précisément pas l'auteur est celui de la dichotomie État/médiation, tant il est vrai que longtemps le modèle interprétatif dominant a posé d'emblée un antagonisme qui voudrait que moins d'État signifie plus de médiation et vice-versa. L'analyse du phénomène sur le temps long montre que les premiers signes d'une étatisation renforcée et d'un monopole accru du pouvoir souverain sur le règlement des conflits, disons grossièrement autour du XIIe s., sont loin de faire disparaître le conciliateur, fort au contraire. C'est bien plutôt une institutionnalisation parallèle de l'État et de la médiation qui se laisse observer avec l'apparition du terme de mediator et l'évocation de son statut, de ses privilèges particuliers, de la valeur et de la reconnaissance – donc

de l'autorité et de la légitimité – que lui accordent les parties en présence. La seconde qualité de l'analyse est de ne jamais séparer les personnes œuvrant en faveur d'un accord – au terme duquel il n'y a, en apparence du moins mais c'est elle qui compte, ni perdants ni gagnants – des moyens symboliques employés afin d'obtenir cet accord. L'ouvrage n'est donc pas seulement l'histoire d'une pratique mais aussi celle d'une sémantique de la pacification. En troisième lieu, l'étude se signale par la manière dont la conciliation est érigée en mesure d'évaluation du degré de complexité et de souplesse d'un système politique, selon la place qu'il confère ou non à l'intervention d'un médiateur, au respect de l'action du tiers arbitre qui ne doit et ne peut en aucun cas, par ses mots et ses attitudes, suggérer de près ou de loin la figure du juge dont il a justement fallu faire accepter l'absence.

- 3 Une fois ces approches méthodologiques et terminologiques définies, la grande difficulté du sujet tient à l'absence initiale de règlement ou de précision par les théologiens ou les philosophes médiévaux de la mission et de la personne de conciliation. À peu près tout le monde peut en faire office : parent, familial, voisin, ami, seigneur, prince, évêque, roi et surtout reine, pape... Nous pourrions ajouter jusqu'aux anges et aux saints, et regretter à ce propos que ce type de médiation n'ait pas ici suffisamment retenu l'attention. Peu à peu cependant des règles de conduite sont définies, des normes se mettent en place selon lesquelles on ne peut être juge, partie et médiateur ; des spécialistes s'imposent, parmi lesquels on trouvera aux siècles finaux du Moyen Âge les ambassadeurs et envoyés en mission, mais aussi les animateurs de la justice d'arbitrage, autant de figures et autant de moyens à la disposition des familles, des parties et des gouvernants, libres qu'ils sont d'en faire usage ou non. De ce point de vue, on ne peut pas dire qu'il y ait un siècle meilleur que l'autre.

- 4 Pierre MONNET